



Le rural lorrain : plus dynamique autour des villes

- **Philippe DEBARD**
- **Stéphane VIADER,**
Draaf de Lorraine

Le renouveau démographique récent des espaces ruraux lorrains est porté avant tout par les espaces périurbains proches des agglomérations de Nancy et de Metz et de la bande frontalière avec le Luxembourg. Dans les espaces ruraux proches des autres pôles d'emploi, la réduction des emplois industriels, aggravée depuis 2008, met en évidence le déficit de diversification économique et d'attractivité de ces territoires. Dans les espaces ruraux isolés, l'agriculture participe pleinement à la structuration de l'espace et conserve un rôle économique de premier plan, mais les revenus dépendant majoritairement des transferts sociaux, leur diminution pourrait peser sur l'équilibre territorial régional, au détriment d'une population déjà fragilisée.

Le renouveau démographique des espaces ruraux observé en Lorraine depuis le début des années 2000, dix ans après l'apparition du phénomène en France, marque une rupture de tendance après des années d'exode et de dépeuplement. Entre 1999 et 2009, la Lorraine rurale a ainsi gagné 47 000 habitants et contraste avec la Lorraine urbaine qui dans le même temps en a perdu 7 000.

Pour autant, le développement des territoires ruraux reste étroitement lié à leur capacité à créer des richesses à partir de leur base productive, ou à capter des revenus extérieurs issus du travail en ville, du tourisme, des pensions, retraites et prestations sociales, voire des dotations de l'État.

De fait, les évolutions récentes profitent surtout aux espaces ruraux proches des grands pôles d'emploi urbains ou frontaliers du Luxembourg, alors que le rural isolé, situé principalement sur les franges occidentales de la région, reste à l'écart du mouvement.

L'avènement de l'Homoperiurbanus

L'étude des espaces ruraux nécessite de distinguer ceux placés sous influence des villes de ceux qui en sont plus ou moins éloignés. En Lorraine, cinq catégories d'espaces ruraux ont été retenues : le rural périurbain de Nancy et de Metz, le rural périurbain des autres grands pôles d'emploi, le rural périurbain des petits pôles d'emploi, le rural frontalier de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg, et le rural isolé.

Rural périurbain de Nancy et Metz : dynamisme démographique et économie résidentielle

Avec 139 000 habitants en 2009, les espaces ruraux qui s'étendent jusqu'à 30 kilomètres autour de Nancy et jusqu'à 20 kilomètres autour de Metz sont parmi les grands gagnants de l'évolution démographique de la dernière décennie en Lorraine. Leur population a progressé de 11%, après



avoir déjà enregistré une hausse de 6% entre 1990 et 1999.

Leur croissance est alimentée pour un tiers par excédent naturel (excédent des naissances sur les décès), grâce notamment à un nombre de naissances qui ne fléchit pas, et pour les deux autres tiers par apport migratoire (excédent des arrivées sur les départs). Ensemble, ils accueillent en moyenne 5 000 nouveaux arrivants chaque année, dont le profil-type est celui d'un jeune couple, actif et plus souvent encore bi-actif, âgé de 26 à 40

ans, avec enfant(s), en provenance de Nancy, de Metz ou de leurs banlieues immédiates.

Ce desserrement de la ville, connu sous le terme de périurbanisation, profite aux bourgs et villages proches, notamment aux abords des grands axes routiers performants. Il s'accompagne d'un foisonnement de constructions neuves, 650 en moyenne entre 1999 et 2008, avec un record à 930 en 2006, constitué à plus de 80% de maisons individuelles. Ce rythme s'est ralenti brusquement en 2009, mais il a repris en 2010 et 2011 avec

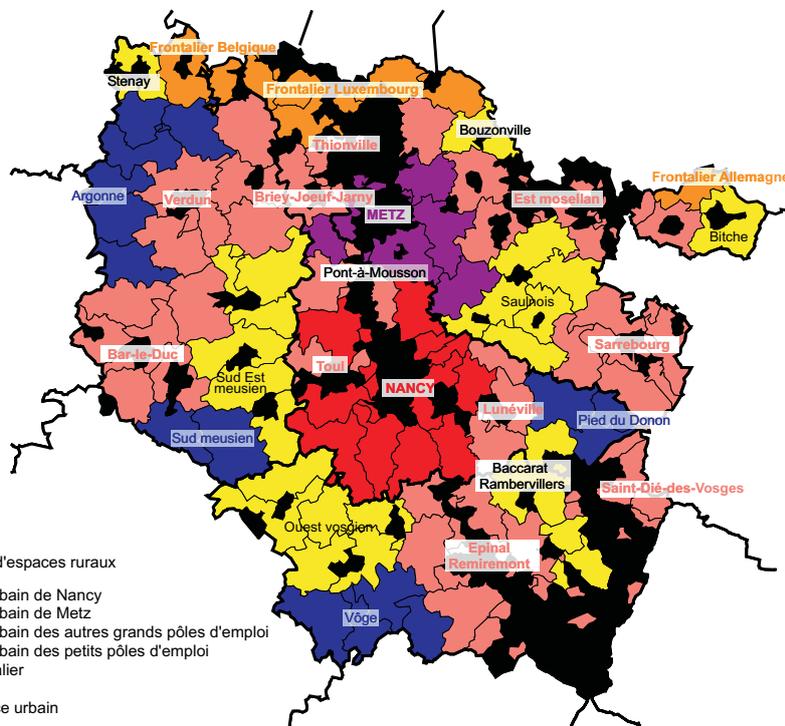
près de 800 nouvelles constructions chaque année.

Sur le plan de l'emploi, le rural périurbain de Nancy et Metz illustre les nouveaux rapports entre les villes et leurs campagnes proches, et les bénéfices démographiques, mais aussi économiques que celles-ci en ont tiré ces dernières années.

Pour leurs habitants, le territoire du quotidien s'est en effet élargi, dissociant toujours plus lieu de résidence et lieu de travail. Entre 1999 et 2009, le nombre d'actifs y est passé de 57 000 personnes à près de 69 000, alors que le nombre d'emplois offerts sur place ne progressait que de 24 000 à 28 000, et que le chômage restait stable et le plus bas de la région à 6,3% (taux de chômage des 20-59 ans en 2009 au sens du recensement de la population). Aujourd'hui, quand 14% des actifs du rural périurbain exercent leur activité dans leur commune de résidence, 50% se rendent chaque jour dans les agglomérations de Nancy ou de Metz, dont les aires de recrutement se sont étendues.

Du rural périurbain au rural isolé

Types d'espaces ruraux en Lorraine en 2010



© IGN - Insee 2013

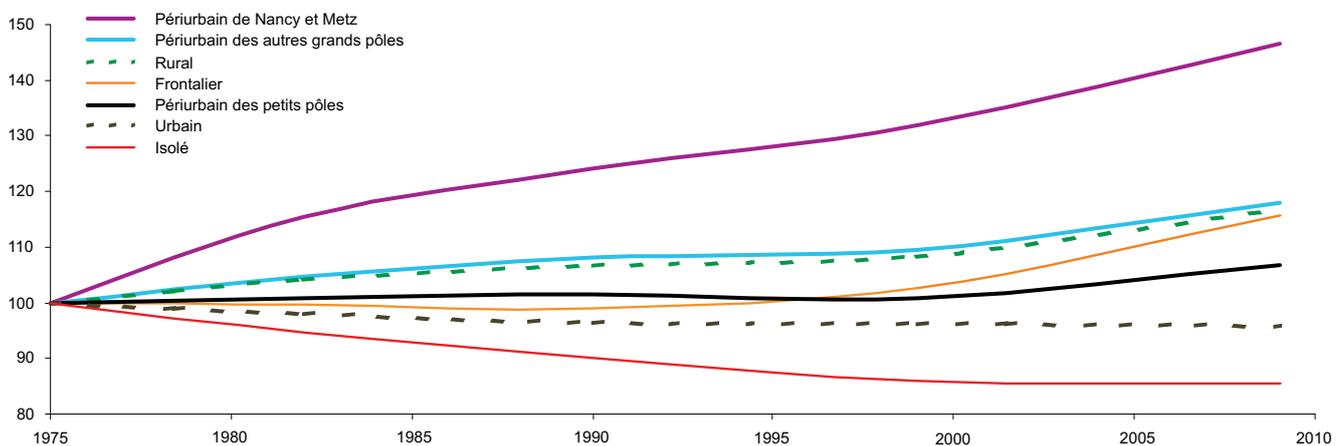
1 948 communes rurales

Pour définir le milieu urbain, l'Insee retient la continuité du bâti sans rupture de plus de 200 mètres, et un seuil minimal de 2 000 habitants. Les 391 communes lorraines qui répondent à ces critères sont dites urbaines, les 1 948 autres sont dites rurales.

En Lorraine, l'espace rural ainsi défini couvre 18 800 km² (soit 80% du territoire) et rassemble 650 000 habitants en 2009 (soit 28% de la population régionale), ce qui proportionnellement correspond aux valeurs moyennes en France métropolitaine, hors Île-de-France.

Croissance démographique tirée par le périurbain de Nancy et Metz

Évolution de la population, base 100 en 1975



Les déplacements, distants en moyenne de 16 kilomètres, se font à 87% en voiture, dont l'usage ne cesse de s'accroître d'autant qu'il concerne également l'accès au lieu d'études, d'achats ou de loisirs. Cette dépendance à l'automobile explique que seulement 7% des ménages n'ont pas de voiture ou que 54% d'entre eux en ont deux ou plus.

Mais cette situation permet aussi aux ménages du rural périurbain de Nancy et de Metz d'afficher en 2010 les revenus parmi les plus élevés de la région (avec ceux des frontaliers du Luxembourg) : respectivement 19 900 euros et 21 700 euros par an et par unité de consommation (UC) (*), soit 1 300 euros et 3 100 euros de plus que la moyenne du rural, et 2 200 euros et 4 000 euros de plus que l'urbain.

Pôle métropolitain et Scot : effets attendus

Le succès de cette économie résidentielle nécessite de s'interroger sur les conditions de sa poursuite dans les années futures. Il dépend en pre-

(*) système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage, pour permettre de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Les coefficients actuellement retenus sont : 1 UC pour le premier adulte du ménage ; 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

mier lieu de la vitalité du marché de l'emploi et du prix du foncier dans les deux agglomérations où les ménages puisent l'essentiel de leurs revenus. À ce titre, l'avènement de la notion de « métropole » ou en Lorraine de « pôle métropolitain du Sillon lorrain » comme forme d'organisation capable de mobiliser les énergies nécessaires à la croissance et comme lieu où se concentre la matière grise, devrait profiter à Nancy et à Metz, et par contrecoup à leurs espaces périurbains proches.

Mais pour maintenir un certain équilibre, il est utile de se fixer un cadre. Le Schéma de cohérence territoriale (Scot) a cette vocation renforcée par la nature des partenaires qu'il mobilise (décideurs politiques, société civile, professionnels, urbanistes, etc.). Le Scot permet de penser la ville comme un espace élargi et intégré, mêlant l'urbain et le périurbain, de reconnaître les interactions et interdépendances entre localisation des populations et des emplois, commerces et services, logements et transports. La maîtrise de l'étalement urbain et la protection des surfaces agricoles constituent un enjeu particulier. Les 1 762 exploitations agricoles qui y ont leur activité sur 183 600 hectares justifient que l'agriculture prenne toute sa place dans les débats.

Rural périurbain des autres grands pôles : recherche d'intégration à l'espace métropolitain

Un second espace rural périurbain rassemble 275 000 habitants. Il est constitué d'un peu plus de 700 communes situées autour d'autres grands pôles comptant au moins 10 000 emplois chacun : Briey-Joeuf-Jarny, Lunéville, Pont-à-Mousson et Toul en Meurthe-et-Moselle ; Bar-le-Duc et Verdun dans la Meuse ; Forbach, Sarrebourg, Sarreguemines et Thionville en Moselle ; Épinal, Remiremont et Saint-Dié-des-Vosges dans les Vosges.

On observe dans cet espace le même phénomène de périurbanisation qu'autour de Nancy et de Metz, mais plus récent et moins intense, sauf dans deux secteurs devenus très attractifs, les environs de Briey-Joeuf-Jarny, et ceux assez urbanisés de Thionville.

Le rural périurbain autour de Bar-le-Duc, éloigné du Sillon lorrain et du Grand-Duché, témoigne de l'effet inverse. Le solde migratoire y demeure négatif, comme c'est le cas depuis 20 ans, et en l'absence d'arrivées marquées de jeunes, la population vieillit lentement mais sûrement.

Le tissu économique local repose en partie sur de grands établissements employeurs, privés ou publics, qui

Recul général de l'emploi agricole et surtout industriel

	Emploi au lieu de travail en 2009				
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire	Total
Urbain	4 500	119 900	46 900	566 900	738 200
Rural	14 450	27 450	12 900	72 500	127 300
dont :					
Périurbain de Nancy et Metz	2 350	3 250	2 900	19 450	27 950
Périurbain des autres grands pôles	5 400	11 500	5 600	27 150	49 650
Périurbain des petits pôles	3 400	6 200	2 400	13 000	25 000
Frontalier	1 050	3 800	850	5 400	11 100
Isolé	2 250	2 700	1 150	7 500	13 600
Lorraine	18 950	147 350	59 800	639 400	865 500
	Évolution 1999-2009 (%)				
	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire	Total
Urbain	-18	-20	23	13	6
Rural	-15	-14	11	20	5
dont :					
Périurbain de Nancy et Metz	-12	-16	15	28	15
Périurbain des autres grands pôles	-16	-16	9	15	2
Périurbain des petits pôles	-16	-16	28	19	3
Frontalier	-10	-8	-3	26	6
Isolé	-13	-1	-6	13	3
Lorraine	-15	-19	20	14	6

Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2009

continuent de structurer le marché de l'emploi et de lui assurer certaines spécificités : automobile, agro-alimentaire, commerce de gros, transport et entreposage, mais aussi santé et action sociale, et tourisme avec l'ouverture de Center Parcs en 2010.

La présence de grands établissements souvent industriels, et de 2 500 artisans, explique par ailleurs l'importance de l'emploi ouvrier : 17 000 emplois en 2009, soit 34%. Cette proportion atteint même 39% autour de Pont-à-Mousson où elle n'était que de 32% dix ans plus tôt, et elle culmine à 46% autour de Briey-Joeuf-Jarny du fait de la SOVAB.

Toutefois, entre 1999 et 2009 l'emploi local n'a progressé que de 800 postes sur près de 50 000. La dernière décennie a notamment été marquée par la disparition de 2 200 emplois industriels (soit -6%). De fait, si le taux de chômage est resté contenu autour de Toul, de Pont-à-Mousson et de Thionville (moins de 7% de la population active), comme par le passé il est demeuré élevé autour de Saint-Dié-des-Vosges (11,7%, soit 3 points et demi au-dessus du niveau observé en moyenne dans le rural).

Dans ce contexte de recul de l'emploi industriel, les actifs résidant près de Briey-Joeuf-Jarny, et plus encore près de Thionville, ont pu bénéficier du fort développement d'un nouveau marché du travail, celui du Luxembourg, où 13% et 26% se rendent chaque jour (contre 6% et 15% dix ans auparavant). D'autres font de même en allant travailler en Allemagne, notamment lorsqu'ils résident près de Forbach et de Sarreguemines, mais leur part diminue (12% en 2009, contre 16% en 1999). Par contre, les actifs résidant près de Bar-le-Duc, où le voisin immédiat Saint-Dizier (52) est en difficulté, et ceux habitant près de Saint-Dié-des-Vosges, n'ont pas cette opportunité.

Rural périurbain des petits pôles : le tertiaire tarde à prendre le relais

Un troisième et dernier type d'espace rural périurbain est situé près des petits pôles d'emploi de la région. Il regroupe près de 470 communes et 122 000 habitants. Il comprend no-

tamment par ordre décroissant de population : l'Ouest vosgien, autour de Neufchâteau, de Mirecourt, de Contrexéville et de Vittel ; le Sud-Est meusien, autour de Commercy et de Saint-Mihiel ; les environs de Baccarat (54) et de Rambervillers (88) ; le Saulnois (57) ; et enfin les communes rurales autour de Stenay (55), Bitche, Bouzonville et Morhange (57).

Le mouvement de périurbanisation, entamé autour des grands pôles dans les années 1990, gagne aujourd'hui ces territoires un peu plus éloignés, mais pas tous. Il est visible dans le Sud-Est meusien et près de Bouzonville, où la population a augmenté de 10% et 12% en dix ans, portée par un solde migratoire excédentaire. Mais il ne se manifeste pas dans l'Ouest vosgien, où la population n'a crû dans le même temps que de 3%.

L'économie s'articule autour de trois grands types d'activité : l'agriculture, l'industrie, avec une spécificité dans les industries agro-alimentaires, et les services à la population.

L'agriculture, activité traditionnelle de l'économie rurale, occupe 3 400 personnes, soit encore 14% des emplois. Une part qui atteint 19% dans le Saulnois et 28% autour de Stenay, où les terres agricoles couvrent 70% à 75% des sols.

Le développement du tertiaire, qui a gagné 2 100 emplois (+19%) entre 1999 et 2009, a permis d'amortir le choc de la désindustrialisation. La santé et l'action sociale ont ainsi vu leurs effectifs augmenter de plus de 700 personnes (+50%). Le tertiaire ne représente toutefois que 52% des emplois, contre 57% en moyenne dans le rural lorrain.

Nécessaires redéploiement et revitalisation économique

La perte de 3 400 emplois industriels (soit 16%) entre 1999 et 2009 dans le rural périurbain autour des autres grands et petits pôles interpelle sur le devenir de ces deux espaces où l'industrie occupe encore près d'un actif sur quatre. D'autant que le contexte économique régional reste difficile : la Lorraine dans son ensemble a perdu 9 000 emplois industriels entre le troisième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2012. Et si la croissance fu-

ture est nulle ou trop faible, les entreprises industrielles pourraient continuer à réduire leurs effectifs par manque d'activité ou comme semblent le montrer les annonces de l'été 2012, par «rattrapage» d'un retard de restructuration.

Des menaces pèsent donc sur des activités emblématiques de la région. La sidérurgie, historiquement soutenue, se révèle particulièrement vulnérable à la conjoncture et à des centres de décision extérieurs. L'automobile, fleuron de la reconversion de la région, est malmenée. Même la présence militaire n'est pas acquise à long terme, comme en témoignent le départ des militaires du 13^{ème} RDP de Dieuze et celui annoncé du 8^{ème} RA de Commercy.

Le développement d'une économie présente induit par la périurbanisation, l'économie sociale et solidaire, les ressources touristico-environnementales, crée des emplois, mais qui ne suffiront vraisemblablement pas à combler ces baisses d'effectifs du secteur industriel. Quant à l'agriculture, diverses réformes de la Politique agricole commune ont eu lieu depuis sa mise en place en 1962. L'évolution en cours ne remettra pas en cause le principe des soutiens à l'agriculture, contribuant à la stabilité économique de ce secteur.

Face à ce constat, les actifs pourraient entreprendre une mobilité, de manière quotidienne pour occuper un emploi hors de leur zone de résidence, mais aussi de manière définitive pour se rapprocher d'un emploi ailleurs. La question se pose notamment pour les ouvriers, moins diplômés, parfois qualifiés mais souvent monotâches. Ils peuvent hésiter davantage à quitter un environnement connu où ils ont un logement, parfois social, pour tenter leur chance dans une agglomération éloignée et inconnue, où le logement est plus onéreux. Dès lors, ils risquent de rester «piégés» dans leur bassin d'emploi, et de souffrir le plus des destructions de postes, du fait que les territoires les plus dynamiques leur sont aussi les plus inaccessibles.

Pour éviter ce choix, il s'avère nécessaire de soutenir la création d'un tissu de petites et moyennes entreprises, en se fondant sur l'esprit d'entreprise et une tradition industrielle locale. D'autant que ces PME offrent plus de garanties sur la durée.

Rural frontalier : le Luxembourg puissant aimant

Le rural frontalier composé de 130 communes et de 62 000 habitants doit son renouveau démographique au formidable développement économique du Luxembourg. En dix ans, la population du rural frontalier a crû de 7 000 personnes (soit +13%), essentiellement aux abords du Grand-Duché. Cette croissance est due pour les trois quarts à l'arrivée de nouveaux habitants (1 800 par an), dont la moitié a entre 25 et 39 ans et un cinquième moins de 15 ans. De fait, le renouvellement de la population s'accompagne également de son rajeunissement. Ainsi, l'âge moyen y est de 38,5 ans en 2009, soit le plus bas des espaces ruraux lorrains avec celui du rural périurbain de Nancy et de Metz.

Les nouveaux venus présentent deux autres caractéristiques : 17% viennent de l'étranger (dont 650 du Luxembourg, 600 de Belgique et 300 d'Allemagne), et prouve que la dynamique luxembourgeoise agit comme un puissant aimant, 47% des actifs occupés qui ne résidaient pas dans cet espace cinq ans auparavant travaillent au Luxembourg, contre 30% de ceux qui y résident de plus longue date.

Cet afflux de population a eu un effet sur la construction neuve : 500 logements ont été bâtis en moyenne chaque année sur la décennie 2000, soit 2,6 fois plus que sur la décennie précédente. Ce phénomène participe toutefois à élever le taux d'artificialisation des sols, qui atteint 7% en 2008, soit autant que dans le rural périurbain de Nancy et Metz.

Au total, la population active du rural frontalier lorrain a progressé deux fois plus vite que sa population totale (+26% entre 1999 et 2009) et nettement plus que son emploi intérieur (+6%). Ainsi en 2009, le territoire compte 29 000 actifs pour seulement 11 000 emplois offerts, mais malgré cela le taux de chômage n'y est que de 7,6%.

Le travail frontalier concerne à lui seul 13 000 personnes en 2009 (soit 48% des actifs occupés, contre 39% en 1999). L'envolée du travail au Luxembourg est particulièrement remarquable : 9 400 emplois en 2009, contre 5 400 en 1999. L'emploi frontalier intervient comme le premier facteur explicatif du haut niveau de revenus des ménages : 22 000 euros de revenu médian par an et par UC en 2010. Les rémunérations élevées semblent par ailleurs tirer vers le haut l'ensemble des salaires du secteur rural lorrain proche du Grand-Duché. Le salaire horaire net observé y est en effet de 13 euros, contre 11,67 euros en moyenne dans l'ensemble du rural de la région.

Pour un espace de vie transfrontalier plus homogène

Le rural frontalier n'est toutefois pas à l'abri d'un ralentissement de l'activité, comme l'a montré la crise financière de 2008-2009, qui s'est traduite pour l'ensemble de la Lorraine par moitié moins d'embauches de travailleurs frontaliers : 2 000 en moyenne aux cours des années 2010 et 2011, contre 3 800 en moyenne chaque année de 2000 à 2008.

Mais alors que les deux côtés de la frontière constituent désormais un espace d'activité et de vie, fortement imbriqué, des obstacles demeurent, qui vont de l'élaboration commune de schémas de transports, à la résorption des différences de législations fiscales. La mobilisation de l'État et des collectivités locales (région, département, agence d'urbanisme) et la mise en place de différentes structures (établissement public d'aménagement, groupement européen de coopération territoriale), ou l'inscription de l'opération d'aménagement dite d'Alzette-Belval en opération d'intérêt national, laissent cependant l'espoir de voir converger les intérêts par-delà les frontières.

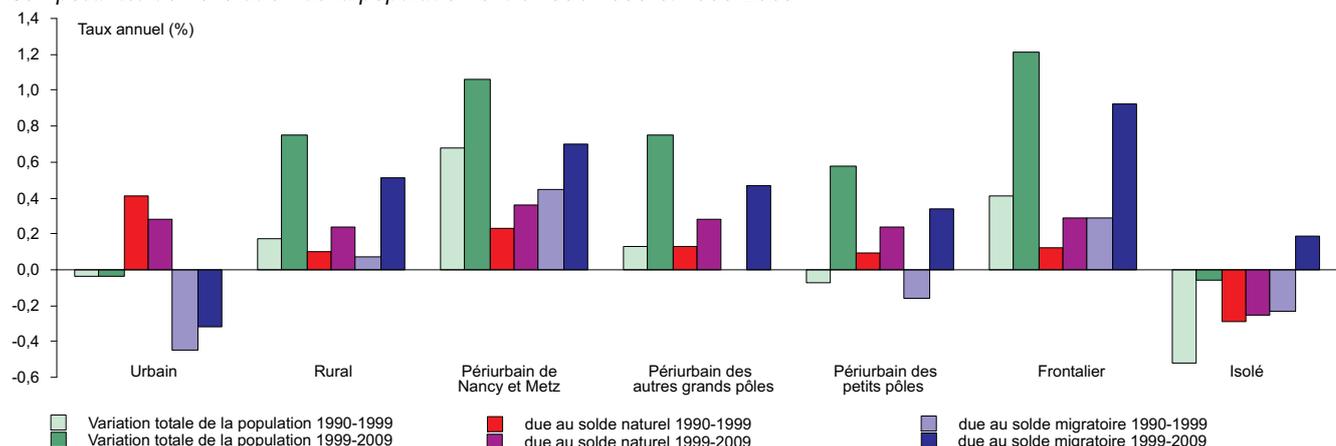
Rural isolé : stagnation démographique et fragilité sociale

Un dernier type d'espace rural, éloigné des zones de croissance du Silon lorrain et de la bande frontalière, et situé sur les franges de la région, notamment ouest, peut être qualifié de rural isolé. Il est constitué de près de 250 communes appartenant à 16 cantons localisés au pied du Donon (54), dans l'Argonne et le Sud meusien (55), et dans la Vôge (88).

Dans cet espace, la densité de population est très faible (en moyenne 18 habitants par km²). Le rebond démographique observé ailleurs ne se fait pas sentir, notamment dans la Vôge qui n'en finit pas de voir sa population baisser depuis au moins 50 ans. L'âge moyen y est de loin le plus élevé (de 42,1 ans au pied du Donon à 44,4

Le rural, notamment frontalier, renoue avec un solde migratoire positif

Composantes de l'évolution de la population entre 1990-1999 et 1999-2009



Source : Insee, recensements de la population 1990 à 2009, état civil 1990 à 2008

ans dans la Vôge) et la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus ne descend pas en dessous de 20%.

Le peu d'engouement pour ces secteurs se manifeste aussi à travers le logement. En 2009, environ 60% des résidences principales datent d'avant 1949 et à peine 8% ont moins de dix ans (contre 40% et 15% en moyenne dans le rural lorrain) ; 11% des logements sont vacants (contre 7%).

Côté emploi, les 13 600 postes offerts et les 20 600 actifs résidents sont à peine plus nombreux en 2009 que dix ans auparavant. L'agriculture y emploie encore 2 250 personnes, soit 16% des actifs occupés (contre 11%

en moyenne dans le rural lorrain) et reste une activité économique primordiale. L'industrie, avec 2 700 postes, représente 20% de l'emploi total. Elle est surtout représentée par quelques secteurs : les industries agroalimentaires, la mécanique et la pharmacie.

En attendant les résultats de l'enquête publique concernant la création d'un Centre industriel de stockage géologique pour les déchets radioactifs (Cigéo) qui pourrait occuper 1 000 salariés à Bure dans la Meuse, les activités tertiaires sont amenées à devenir les piliers de l'économie. Ensemble, elles comptent déjà 4 400 postes (soit 700 de plus qu'en 1999) et 30 des 50 plus gros

employeurs. En grande partie publiques, elles sont liées à la santé (hôpitaux), à l'administration, à l'enseignement (collèges et lycées professionnels) et surtout à l'action sociale (aide à domicile en milieu rural, établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Croix Rouge française, maisons de retraite, maisons et foyers d'accueil, centres d'aide par le travail).

L'absence de dynamisme démographique du rural isolé se double d'un grand nombre d'indicateurs sociaux défavorables. Ainsi, 59% des ménages sont non imposés en 2010 (contre 49% dans le rural lorrain) et le revenu déclaré des ménages y est inférieur

De nombreux indicateurs défavorables au rural isolé

	Urbain	Rural	dont :					Lorraine
			Périurbain de Nancy et Metz	Périurbain des autres grands pôles	Périurbain des petits pôles	Frontalier	Isolé	
Population :								
Retraités (%) ⁽¹⁾	25	26	23	25	28	22	34	25
Retraités anciennement agriculteurs exploitants (%) ⁽²⁾	2	15	13	13	18	14	22	5
Revenus :								
Ménages non imposés (%)	51	49	41	48	51	nd	59	51
Revenu médian (euros/an/UC)	17 700	18 600	20 700	18 600	17 400	22 000	15 700	18 000
1 ^{er} décile (euros/an/UC)	6 000	8 800	10 300	9 100	8 100	nd	6 500	6 800
Part des revenus tirés des pensions et retraites (%)	27	24	21	24	26	nd	32	26
Population à bas revenu (%) ⁽³⁾	19	10	8	10	12	7	17	16
Allocataires Caf dont les prestations représentent plus de 75% du revenu (%)	22	11	8	10	11	14	18	20
Minimas sociaux :								
Bénéficiaires du RSA socle non majoré ou RMI (%) ⁽⁴⁾	5	2	1	2	2	1	4	2
Bénéficiaires de l'AAH (4)	3	2	1	2	2	1	3	3
Logement :								
Locataires HLM (%)	17	2	1	2	3	2	5	13
Propriétaires (%)	56	83	85	83	81	83	77	64
Emploi :								
Actifs travaillant dans leur commune de résidence (%)	32	17	14	16	19	11	31	28
Salariés relevant du domaine public (%)	26	20	19	20	17	15	33	26
Salaire horaire net (euros)	12,27	11,67	11,82	11,95	10,95	12,68	10,78	12,20
Ouvriers (%) ⁽⁵⁾	26	30	21	31	35	31	36	27
Salariés à temps partiel (%)	19	19	19	19	19	19	21	19
Salariés en emploi précaire (%)	16	13	11	13	14	10	17	15
18-24 ans non insérés (ni étudiants ni en emploi) (%)	20	20	16	19	23	18	27	20
Taux de chômage (%)	12,7	8,3	6,3	8,3	9,6	7,6	11,8	11,4
Chômage de longue durée (plus d'un an) (%)	37	37	39	36	37	38	37	37
Équipements :								
Temps d'accès de la population (en minutes) aux équipements de la gamme :								
- de proximité	1	4	4	4	4	3	5	1
- intermédiaire	3	10	10	10	9	9	12	5
- supérieure	8	18	18	17	19	19	24	11
Population à plus de 7 minutes d'un médecin (%)	1	11	8	11	14	5	19	3
Population à plus de 30 minutes d'un service d'urgence(%)	2	11	8	3	24	11	30	5
Population à plus de 30 minutes d'une maternité (%)	6	20	15	7	37	16	61	10
Ménages sans voiture (%)	20	10	7	10	10	9	15	17

nd : non disponible

(1) parmi les 15 ans ou plus - (2) parmi les 65 ans ou plus - (3) parmi les moins de 65 ans - (4) parmi les moins de 60 ans - (5) parmi les actifs de 15 ans ou plus au lieu de résidence

Source : Insee, recensements de la population 2009, Dads 2009, base permanente des équipements 2001 - Caf 2010 - DGI 2009 et 2010 - Direccte, DEFM 2001 (catégories A, B, C)

de 3 000 euros. Un peu plus de 7 000 personnes vivent sous le seuil de bas revenu, soit 17% des moins de 65 ans. Les taux de couverture de la population par des dispositifs tels que le revenu de solidarité active (4%) ou l'aide aux adultes handicapés (3%) sont également supérieurs.

Ces situations individuelles et familiales difficiles peuvent s'expliquer par la composition de la population active occupée (36% d'ouvriers), le type d'emploi (21% de salariés à temps partiel et 17% en contrat précaire), le taux de chômage (11,8%), le taux de chômage de longue durée (44%), les difficultés d'insertion des 18-24 ans (27% ne sont ni étudiants ni en emploi), la faible mobilité des actifs (52% travaillent dans leur commune de résidence ou à proximité), le niveau de salaire (10,78 euros net de l'heure). La sur-représentation des retraités (34%), et parmi eux celle d'anciens agriculteurs exploitants (22%), sont d'autres éléments qui peuvent être pris en compte. Au final, tous ces indicateurs finissent par rapprocher le rural isolé des niveaux de pauvreté monétaire et institutionnelle observés en milieu urbain.

Vieillesse annoncée et menace de réduction des dépenses publiques

Le prolongement des tendances démographiques récentes n'est guère favorable au rural isolé. À horizon 2030, il ne compterait que 2 000 habitants supplémentaires par rapport à 2009, dans un espace rural lorrain qui gagnerait dans son ensemble 73 000 habitants (soit +11%). La structure par âge de sa population ne s'améliorerait pas : 29% de sa population aurait 65 ans ou plus en 2030, soit six points de plus que l'ensemble du ru-

ral lorrain. De fait, le nombre de personnes de 65 ans et plus passerait de 11 200 à 15 700 (+40%), et parmi elles celui des 85 ans et plus pourrait croître de 1 600 à 2 400 (+50%).

Face à ce vieillissement annoncé, le rural isolé est bien équipé en structures d'accueil pour personnes âgées. Il dispose en 2009 de près de 1 100 places, de quoi accueillir les deux tiers des personnes de 85 ans et plus. Mais pour conserver cette capacité, il lui faudra compter 550 places supplémentaires en 2030. Quant au défi de maintenir ou de faire venir des médecins généralistes, alors même que 33% à 50% de la population est à plus de 30 minutes d'un service d'urgence (hormis dans la Vôge), la douzaine de maisons de santé (opérationnelles ou en constitution) se pose comme une vraie alternative.

L'évolution des ressources financières ne joue toutefois pas en faveur des habitants du rural isolé. Le revenu fiscal médian des ménages, le plus bas de toute la région, y a certes, comme ailleurs, progressé entre 2006 et 2010. Mais la hausse s'est limitée à 11%, contre 13% dans l'ensemble du rural lorrain et 14% dans le secteur de Briey-Joeuf-Jarny. En 2006, la part des revenus tirés des pensions et retraites a atteint 32% (soit + 1,5 point en quatre ans) et celle des allocations chômage s'est maintenue à presque 4%, soit là encore des taux les plus élevés de la région.

Enfin, la crise de la dette survenue en 2011 laisse craindre un affaiblissement de l'amortisseur que représente l'emploi public, dont 33% des salariés du rural isolé dépendent aujourd'hui. Elle pourrait en outre s'accompagner d'une réduction des dépenses publiques et sociales, sources essentielles de revenus pour ses habitants.

Ségrégation sociale et territoriale en perspective

Si la vision d'un espace rural miné par l'exode et le déclin n'est plus d'actualité, il n'en demeure pas moins qu'entre un rural périurbain dynamique et un rural isolé en déclin, différentes formes de ségrégations sociales et territoriales risquent de s'instaurer dans les espaces ruraux lorrains. En effet, outre le contexte économique tendu, l'heure est aussi à la recherche d'économies. Une augmentation des prélèvements pèserait sur les secteurs les plus « riches », une réduction des dépenses publiques et sociales pénaliserait les secteurs les plus « pauvres ». De quel côté le curseur va-t-il se placer ?

À une échelle plus fine, *quid* par exemple d'une réduction des prestations sociales au pied du Donon, où pour 20% des allocataires Caf elles représentent plus de 75% des revenus ? *Quid* d'une baisse des emplois publics en Lorraine, qui représentent 26% de l'emploi salarié (hors Défense), notamment 33% et 46% dans les agglomérations de Nancy et de Bar-le-Duc, et quelles conséquences dans le rural périurbain de ces grands pôles ?

Va-t-on vers la fin de la solidarité nationale et le début d'un « chacun pour soi » territorial ? Peut-on, doit-on, se résoudre à une situation où le rural isolé serait définitivement décroché ?

Tout l'enjeu des politiques publiques, qu'elles soient agricole, de redéploiement industriel, de transport, d'équipement, de santé et d'action sociale, de redistribution des revenus, est de veiller à limiter ces ségrégations que l'observation des phénomènes socio-économiques récents laisse augurer.

Vieillesse général, plus prononcée dans le rural isolé

	Nombre d'habitants en 2009			Nombre d'habitants en 2030		
	Total	dont 65 ans et plus (%)	Âge moyen (années)	Total	dont 65 ans et plus (%)	Âge moyen (années)
Urbain	1 700 000	17	40,0	1 668 000	25	43,5
Rural	650 000	16	39,6	722 000	23	42,8
dont :						
Périurbain de Nancy et Metz	139 000	14	38,4	158 000	22	42,1
Périurbain des autres grands pôles	275 000	15	39,5	306 000	23	42,7
Périurbain des petits pôles	122 000	17	40,2	134 000	24	43,4
Frontalier	62 000	14	38,5	71 000	19	41,5
Isolé	52 000	22	43,0	53 000	29	46,2
Lorraine	2 350 000	17	39,9	2 390 000	24	43,3

Source : Insee, recensement de la population 2009 et projection Omphale 2030 (scénario central)

Agriculture et agriculteurs, acteurs économiques pérennes

Avec 85% du territoire lorrain occupé par des surfaces agricoles et forestières, le secteur de l'agriculture et de la forêt contribue à la structuration des territoires lorrains, caractérisés par une grande diversité paysagère : vallées, plateaux, relief des côtes de Meuse et de Moselle, montagne vosgienne...

L'agriculture reste avant tout une activité rurale : 83% des exploitations agricoles lorraines ont leur siège dans une commune rurale et exploitent 90% de la surface agricole utilisée (SAU) de la région.

Malgré une forte baisse du nombre d'actifs agricoles, l'agriculture garde un poids économique important et permet de maintenir de l'activité sur l'ensemble du territoire, y compris dans le rural isolé où elle reste souvent la base de l'économie. Elle côtoie des surfaces forestières qui représentent 37% du territoire régional (jusqu'à 50% dans le département des Vosges), contre 30% en moyenne au niveau national, et alimentent la filière bois.

Des structures plus grandes et plus productives

Avec 12 650 exploitations agricoles en 2010, la Lorraine a perdu près d'un quart de ses exploitations en dix ans. Les restructurations par agrandissement et regroupement ont été importantes, la surface agri-

cole utilisée (SAU) moyenne des exploitations a augmenté de 22 hectares sur cette période, passant de 68 à 90 hectares.

Les formes sociétaires se sont fortement développées (GAEC, EARL...), les exploitations individuelles ne représentent plus que 48% des moyennes et grandes exploitations.

Le nombre d'exploitations spécialisées en grandes cultures (colza, blé, orge) est en hausse, mais la Lorraine reste une terre de polyculture-élevage avec 38% de la SAU en herbe (surfaces toujours en herbe). Le secteur de la production de lait a connu une importante restructuration avec une baisse de plus de 30% du nombre de producteurs entre 2000 et 2010, mais avec des volumes produits au niveau régional qui augmentent.

Le rural frontalier ainsi que le rural périurbain de Nancy et de Metz sont les territoires où l'on trouve le plus d'exploitations orientées vers les grandes cultures et la polyculture-élevage. Elles se situent en grande partie sur les petites régions agricoles du plateau lorrain, de la Haye et du Pays Haut. Le rural isolé se distingue par un nombre plus important d'exploitations spécialisées en élevage.

La part des exploitations orientées en maraîchage et horticulture est faible mais plutôt stable : 277 exploitations en 2010 (-5% en dix ans). 56% des exploitations maraîchères et horticoles ont leur siège dans des agglomérations et 30% dans le rural périurbain.

Des agriculteurs moins nombreux, mais plus diplômés

La période 2000-2010 est marquée par une baisse significative du nombre d'actifs agricoles. Le nombre de chefs d'exploitation agricole a ainsi diminué de 17% en dix ans. Avec 16 700 personnes physiques en 2010, ils représentent 63% des actifs permanents agricoles contre 59% en 2000. Seul le nombre de salariés non familiaux progresse légèrement.

La moyenne d'âge des agriculteurs augmente de un an et demi en dix ans. Ils sont globalement plus jeunes d'un an dans le rural isolé.

Le métier d'agriculteur a par ailleurs tendance à se féminiser : la part des femmes chefs d'exploitation ou coexploitantes passe de 19% en 2000 à 21% en 2010, mais cette tendance est moins marquée dans le rural isolé. Les agricultrices ont toutefois un âge moyen plus élevé (51,7 ans, contre 48,6 ans pour les hommes), notamment du fait d'un accès plus tardif au statut de chef d'exploitation.

L'augmentation du niveau de formation des chefs d'exploitation est un autre fait marquant : 25% seulement des agriculteurs avaient au moins le niveau bac en 2000, alors qu'ils sont 39% en 2010 (44% dans le rural périurbain de Nancy et de Metz). Cette situation résulte de l'installation de jeunes agriculteurs possédant un niveau de formation plus élevé (le niveau de diplôme exigé pour l'octroi des aides à l'installation est passé du niveau V au niveau IV) : 78% des moins de 40 ans ont

12 650 exploitations, pour une surface agricole utilisée moyenne de 90 hectares

Territoire du siège des exploitations agricoles	Nombre d'exploitations 2010	Évolution 2000-2010 du nombre d'exploitations	Part des petites exploitations en 2010	SAU moyenne des exploitations en 2010 (ha)	Évolution 2000-2010 de la SAU moyenne (ha)	Produit brut standard moyen en 2010 (euros)
Unité urbaine	2 115	-27%	56%	56	15	65 961
Rural périurbain de Nancy-Metz	1 762	-20%	29%	104	21	113 775
Rural périurbain des autres grands pôles	4 098	-25%	36%	92	23	105 674
Rural périurbain des petits pôles	2 456	-25%	36%	98	25	114 808
Rural frontalier	887	-20%	37%	82	17	91 286
Rural isolé	1 332	-23%	29%	112	27	125 278
Lorraine	12 650	-24%	38%	90	22	102 991

Source : Agreste, recensements agricoles 2000 et 2010

au moins le niveau bac en 2010, contre 46% en 2000.

La pluriactivité est stable, elle concerne 23% des agriculteurs en 2010. Elle est plus développée dans le rural frontalier (26%) et plus faible dans le rural isolé (20%).

Le modèle de l'exploitation familiale avec une main-d'œuvre essentiellement composée par le chef d'exploitation et sa famille reste dominant.

Cependant, plus de la moitié des conjoint(e)s d'exploitant n'ont aucune activité sur l'exploitation et seulement 12% y travaillent à temps complet. De plus, le nombre de conjoint(e)s collaborateurs diminue (-33% entre 2000 et 2010), ainsi que le nombre d'aides familiaux (-46%), notamment dans le rural périurbain et le rural frontalier, où il est plus facile de trouver un emploi en dehors de l'exploitation agricole.

Le rural isolé compte plus de conjoint(e)s dont l'activité principale se situe dans l'agriculture (25%), que le rural périurbain de Nancy et de Metz (18%), où on recense plus de conjoint(e)s ayant des activités principales de type profession intermédiaire, cadre et profession libérale.

D'une manière générale, l'activité principale des conjoint(e)s d'exploitant se répartit de la façon suivante : 31% d'employés, 26% sans activité, 22% d'actifs sur des exploitations agricoles, 13% de professions intermédiaires, 4% de cadres et professions libérales, 2% d'artisans, commerçants, chefs

d'entreprises, 2% d'ouvriers non agricoles.

Repreneur connu dans 36% des cas seulement

Parmi les interrogations autour du devenir de l'agriculture et des agriculteurs, et comme dans les autres secteurs d'activité, le vieillissement des chefs d'exploitation pose la question du renouvellement de cette profession. Parmi les agriculteurs de 50 ans et plus, 64% n'ont en effet pas encore de successeur connu. Dans le rural, le repreneur n'est pas connu dans 62% des cas. Le taux atteint même 74% pour les exploitations situées en zones urbaines, du fait notamment de l'avenir incertain d'exploitations maraîchères : 92% des producteurs de plus de 50 ans spécialisés en légumes ne savent pas qui va reprendre.

La baisse du nombre d'actifs agricoles, qui résulte notamment d'un nombre plus faible d'installations que de départs en retraite, ainsi que de l'agrandissement et du regroupement des exploitations, risque donc de se poursuivre.

Un futur entre efficacité économique et respect de l'environnement

L'agrandissement et la restructuration des exploitations lorraines, souvent combinés à l'intensification de la production, sont sources de gain de productivité et de compétitivité, mais ont comme corol-

laire la baisse des surfaces en prairies naturelles remplacées par des cultures de céréales et oléagineux, et la disparition d'infrastructures agroécologiques (haies, bosquets, ripisylves...). Ainsi, la surface en bocage et haies en Lorraine s'élevait à 1,7% du territoire en 2008 (soit la moitié du taux constaté au niveau national). La surface en prairie naturelle représentait 20% du territoire régional en 2008 (soit plus que le niveau national), notamment grâce aux surfaces vosgiennes, mais sa part est en baisse d'un point par rapport à 2006.

La prise de conscience de l'importance des enjeux eau, sol et biodiversité en agriculture, la demande toujours plus forte d'une alimentation saine et de qualité, la volonté de développer l'agroécologie affirmée par le ministre de l'agriculture, les scénarios de verdissement de la nouvelle politique agricole commune (PAC 2014), laissent entrevoir une période charnière importante au cours de laquelle l'agriculture lorraine devra continuer de s'adapter afin de toujours mieux concilier efficacité économique et respect de l'environnement.

À ce titre, l'agriculture qui participe à la dégradation de la qualité de l'eau en Lorraine (notamment pour les paramètres nitrates et pesticides) est mise à contribution pour atteindre l'objectif d'un bon état des eaux en 2015, fixé par la Directive cadre sur l'eau. En 2005, celui-ci n'était constaté en Lorraine que pour 17% seulement des masses d'eau superficielles

Près de 26 500 actifs permanents, dont 16 700 chefs d'exploitation ou coexploitants

Territoire du siège des exploitations agricoles	Actifs permanents (*)		Chefs d'exploitation ou coexploitants				
	Nombre total 2010	Évolution 2000-2010	Nombre total 2010	Évolution 2000-2010	Âge moyen 2010	Part des femmes 2010	Part de niveau Bac 2010
Unité urbaine	4 377	-23%	2 507	-23%	51,7	20%	38%
Rural périurbain de Nancy-Metz	3 532	-23%	2 295	-14%	48,8	21%	44%
Rural périurbain des autres grands pôles	8 569	-23%	5 472	-17%	49,0	22%	39%
Rural périurbain des petits pôles	5 311	-20%	3 375	-18%	48,9	21%	38%
Rural frontalier	1 767	-26%	1 129	-14%	48,9	21%	37%
Rural isolé	2 922	-18%	1 924	-13%	48,3	23%	37%
Lorraine	26 478	-22%	16 702	-17%	49,3	21,%	39%

(*) y compris les personnes à temps partiel (seule la main-d'œuvre occasionnelle n'est pas comptée)

Source : Agreste, recensements agricoles 2000 et 2010

Savoir plus :

- La crise qui vient, Laurent Davezies, Éditions du Seuil, La République des Idées, octobre 2012

- Recensement agricole 2010 : Main-d'oeuvre sur les exploitations : une tendance à la professionnalisation, Agreste Lorraine, n° 03/RA, décembre 2011

- Recensement agricole 2010 : Premières tendances, Agreste Lorraine, n°01/RA, septembre 2011

- Nouvelles ruralités en Lorraine : un «désir de campagne» limité à quelques espaces résidentiels et récréatifs, Économie Lorraine n°205-206, février 2010

- Site internet : www.insee.fr



Insee
Institut National de la Statistique
et des Études Économiques
Direction Régionale de Lorraine
 15, rue du Général Hulot
 CS 54229
 54042 NANCY CEDEX
 Tél : 03 83 91 85 85
 Fax : 03 83 40 45 61
www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
 Christian TOULET
 Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE
 Bertrand KAUFFMANN
 Jean-Jacques PIERRE

RESPONSABLE ÉDITORIALE
ET RELATIONS MÉDIAS
 Brigitte VIENNEAUX

RÉDACTRICE EN CHEF
 Agnès VERDIN

RÉALISATION DE PRODUITS
ÉDITORIAUX
 Édith ARNOULD
 Marie-Thérèse CAMPISTROUS

ISSN : 0293-9657
 © INSEE 2013

et pour 59% des masses d'eau souterraines.

Enfin, l'agriculture biologique de son côté, bien qu'en progression, reste modeste : 373 exploitations lorraines ont été recensées en 2010 pour 2,6% de la SAU régionale (13^{ème} rang français).

Des réglementations pour limiter l'érosion de la biodiversité

L'érosion de la biodiversité, dont la principale cause est la rupture de continuité écologique par l'artificialisation des sols, peut être freinée par le maintien d'infrastructures agroécologiques et la mise en place de trames vertes et bleues.

Des protections réglementaires fortes du milieu naturel s'avèrent parfois nécessaires. Le rural périurbain de Nancy et de Metz, qui ne représente que 12% du territoire régional, regroupe ainsi un tiers des surfaces lorraines soumises à un arrêté préfectoral de protection de biotopes (APPB).

Mais un intérêt particulier doit sans doute être porté au rural périurbain des petits pôles. S'il ne couvre que 19% de la région, celui-ci dispose en effet d'une importante richesse en milieux naturels remarquables, souvent imbriqués dans les surfaces agricoles : 62% des surfaces de zones humides Ramsar de Lorraine, 36% des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) et ZICO (zone importante pour la conservation des oiseaux), 34% des surfaces de parcs régionaux, 28% des réserves naturelles, et 24% des zones Natura 2000.

Protections et réglementations, y compris dans le rural périurbain

Répartition des espaces naturels protégés et remarquables en Lorraine

